

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 11/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LA FLORENTAISE

Ile Batailleuse
BP 6 - ST FLORENT LE VIEIL
49620 Mauges-sur-Loire

Références : N1-2023-969-rapport

Code AIOT : 0006301597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement LA FLORENTAISE implanté Les Bedoutières Freigné 44540 Vallons-de-l'Erdre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA FLORENTAISE
- Les Bedoutières Freigné 44540 Vallons-de-l'Erdre
- Code AIOT : 0006301597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral du 17/03/2022 autorise l'extension et l'exploitation de la sablière et de ses installations de traitement pour une durée de 20 ans.

L'extraction était antérieurement réalisée dans un plan d'eau situé à l'Est du site, à proximité de la plate-forme des installations. L'extraction est désormais réalisée au niveau d'un nouveau bassin, situé à l'Ouest du site.

Les matériaux sont extraits à l'aide d'une drague flottante électrique. Les matériaux sont aspirés et refoulés hydrauliquement à travers une canalisation jusqu'à l'installation de criblage et lavage.

Les eaux chargées sont dirigées via un fossé vers l'ancien plan d'eau d'extraction. L'installation de lavage nécessite un appoint d'eau provenant de ce plan d'eau.

Les zones visitées lors de l'inspection sont : la piste longeant les bassins d'extraction sur la partie Sud, l'extérieur du site (VC12 séparant les deux zones sur une partie de sa longueur), nord de l'ancienne extraction, jusqu'au creusement réalisé pour l'appoint d'eau et l'atelier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite précédente

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation (suite inspection 2022)	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.3.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Clôture (suite inspection 2022)	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.5	/	Sans objet
8	Efficacité du séparateur à hydrocarbures (suite inspection 2022)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35	/	Sans objet
10	Stockage de produits dangereux (suite inspection 2022)	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-III	/	Sans objet
11	Rétentions (suite inspection 2022)	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-IV	/	Sans objet
13	Plan de surveillance des émissions de poussières (suite inspection 2022)	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.4.3.1	/	Sans objet
16	Bande de protection	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 5.1.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Bornage (suite inspection 2022)	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.2	/	Sans objet
3	Accès aux installations (suite inspection 2022)	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.4	/	Sans objet
5	Interdiction d'accès (suite inspection 2022)	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.5	/	Sans objet
9	Kits anti-pollution (suite inspection 2022)	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-II	/	Sans objet
12	Suivi des eaux superficielles (suite inspection 2022)	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.10.2	/	Sans objet
14	Mesure des retombées de poussières (suite inspection 2022)	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.4.3.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Déchets de ferrailles (suite inspection 2022)	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux enjeux portent sur les points suivants :

- L'exploitant doit compléter la clôture des zones dangereuses.
- Il doit refermer l'aménagement réalisé dans la bande des 10 mètres au nord de l'ancien bassin d'extraction.
- L'exploitant doit adapter le volume des capacités de rétention au volume des cuves, fûts et autres récipients de produits susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Plan d'exploitation (suite inspection 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Conditions générales d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.</p> <p>Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les dates de levé, • Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • L'emplacement des bornes (y compris celles de nivellement) ; • Les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ; • Les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation et de remblayage ; • Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille, remblayage et sommet des stocks ; • La position des ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les zones en cours d'exploitation, • Les zones exploitées en cours de remise en état, • Les zones remises en état et la nature de la remise en état effectuée (en particulier les zones remblayées sont identifiées), • Les futures zones à exploiter, • Les éventuels secteurs en eau, • Les zones particulières de préservation (écologique,...), • La localisation des installations (traitement, transit et stockage de déchets, matériaux et produits finis, bassins, aire de ravitaillement, ...) et les stocks de matériaux, • La localisation des pistes, clôtures et accès, • Les voies d'accès, accès et chemins menant notamment aux différents secteurs de la carrière, • Les cours d'eau, fossés, voies ou chemins publics limitrophes.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 13/09/2022 :</u></p>

Le plan d'exploitation d'octobre 2021 ne représente pas l'ensemble du site autorisé ni les abords dans un rayon de 50 mètres. Il n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées. Il ne reporte pas l'ensemble des éléments demandés par le nouvel arrêté préfectoral d'autorisation du 17/03/2022.

Par courrier du 10/10/2022, l'exploitant a indiqué que la prochaine mise à jour du plan d'exploitation serait réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

Constat du 26/09/2023 :

Le plan d'exploitation mis à jour le 30/08/2023 a été transmis par courriel à la demande de l'inspection des installations classées dans le cadre de la préparation de la visite. Il a été remis au format papier le jour de l'inspection.

Le plan du 30/08/2023 appelle les remarques suivantes :

- le report du périmètre autorisé n'est pas à jour : il intègre la parcelle qui a fait l'objet d'une cessation d'activité en 2019 (F01 64),
- sur la partie ouest, les limites du périmètre d'extraction ne prennent pas en compte les distances de protection plus importantes le long du ruisseau du Croissel, de la VC n°12 et le long du chemin rural au sud (article 5.1.1.1),
- les côtes des sommets des stocks ne sont pas indiquées,
- les zones de préservation écologique ne sont pas représentées (pour des raisons de lisibilité, elles peuvent figurer sur un autre plan),
- il manque la localisation des clôtures et des portails, aire de ravitaillement, du séparateur d'hydrocarbures et de son point de rejet,
- la légende devra être complétée pour tenir compte des éléments supplémentaires représentés.

Observations : Chaque année, l'exploitant doit transmettre le plan d'exploitation mis à jour à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Bornage (suite inspection 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.2

Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires

Prescription contrôlée :

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

- Des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- Un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.

Ces bornes et piquets sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière.

Un plan de bornage est établi. Un exemplaire de ce plan est conservé sur le site d'exploitation afin de pouvoir être présenté lors de tout contrôle de l'administration.

Un exemplaire de ce plan est transmis avec la transmission de l'information du préfet prévue à l'article 4.1.6 du présent arrêté.

Constats :

Constat du 13/09/2022 :

Il a été constaté la mise en place d'un bornage et/ou d'un piquetage permettant de délimiter le périmètre autorisé au niveau de la zone d'extension. Cependant, il n'a pas été possible de retrouver de bornage de la zone précédemment autorisée.

Par ailleurs, il n'a pas été constaté la présence d'un piquetage permettant de matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul.

Il était également demandé à l'exploitant de transmettre le plan de bornage de l'ensemble du périmètre autorisé.

Par courrier du 10/10/2022, l'exploitant a indiqué que lors du prochain relevé topographique, le géomètre procéderait au repérage des bornes de l'ensemble du site et à leur implantation le cas échéant. Le nouveau plan de bornage sera transmis à l'inspection des installations classées.

Constat du 26/09/2023 :

En préparation de la visite, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation du 30/08/2023.

Le bornage figure sur le plan mais aucun bornage n'est représenté au sud de la zone ouest, au-delà de la zone en cours d'extraction.

L'exploitant indique que la zone au-delà de la zone en cours d'extraction est laissée à la disposition de l'agriculteur qui exploite ces terrains ainsi que les parcelles au sud, dans la continuité. **Le bornage sera ajouté au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Accès aux installations (suite inspection 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.4

Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires

Prescription contrôlée :

L'accès à l'emprise principale de l'établissement se fait par la RD 57 au lieu-dit « Pré Neuf » puis par une voie privée enrobée jusqu'au portail de la carrière.

L'exploitant met en place, en accord avec la municipalité, une signalisation de danger de part et d'autre du point de traversée de la VC n°12.

Un panneau « Stop » et un marquage au sol sont présents sur chacune des voies ou pistes, au niveau de sa jonction avec les voies publiques.

Les accès et leurs aménagements sont entretenus et permettent en quittant le site, une bonne visibilité des usagers des voies publiques.

Constats :

Constat du 13/09/2022 :

Il a été constaté que l'accès principal au site se fait par une voie en enrobé depuis le lieu-dit Le Pré Neuf.

Une signalisation de danger est affichée sur la clôture près des deux portails de part et d'autre de la VC12.

La visibilité est suffisante au niveau de ces accès.

Cependant, il n'a été constaté la présence ni d'un panneau « stop » (codifié AB4) ni d'un marquage au sol aux sorties du site au niveau de la VC12.

Par courriel du 14/04/2023, l'exploitant a indiqué que les panneaux « stop » ont été installés. Il indiquait dans son courrier du 10/10/2022 qu'un marquage au sol ne pourrait être réalisé compte-tenu de la nature du sol.

Constat du 26/09/2023 :

La présence des panneaux « stop » a été constatée.

Le marquage au sol ne pourrait effectivement pas être réalisé compte-tenu du matériau sableux qui constitue la piste.

Observations : Les panneaux « stop » doivent être maintenus bien visibles en dégageant la végétation qui les masque partiellement.

La prescription relative au marquage au sol est inadaptée. L'étude d'impact prévoyait uniquement l'implantation des panneaux « stop ».

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Clôture (suite inspection 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.5
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les clôtures et barrières sont solides, efficaces et régulièrement entretenues.
Constats : <u>Constat du 13/09/2022 :</u> Lors de la visite, il a été constaté que la clôture le long du périmètre autorisé n'est constituée que d'un simple fil de fer barbelé le long de la piste longeant le site par le sud. Cette clôture est par ailleurs absente au niveau d'une ancienne rupture de la canalisation de refoulement hydraulique permettant l'acheminant du sable vers l'installation de traitement. Sur cette zone, du sable s'est déversé en-dehors du périmètre autorisé. Il n'y a pas de clôture pour empêcher l'accès au site et au plan d'eau en cours d'extraction par l'ouest. Par courriel du 04/05/2023, l'exploitant a indiqué que la clôture avait été mise en place et/ou réparée. <u>Constat du 26/09/2023 :</u> Lors de la visite, il a été constaté que la clôture avait été réparée le long de la piste longeant le sud du plan d'eau historique (zone Est). Une clôture a également été mise en place à l'ouest du plan d'eau en cours d'extraction (zone Ouest) Cette clôture revient vers le sud mais ne rejoint pas l'alignement de sapins qui semble constituer une clôture naturelle. Un passage est donc toujours possible. Cette clôture doit être prolongée jusqu'à l'alignement de sapins et l'exploitant doit vérifier si la végétation présente dans l'alignement de sapins est suffisamment dense pour pouvoir jouer le rôle d'une clôture naturelle. Par ailleurs, il a été constaté l'absence de clôture sur des zones qui n'avaient pas fait l'objet de la visite d'inspection en 2022 : le long de la VC12 (sur certaines portions, la végétation est suffisamment dense pour jouer le rôle de clôture naturelle mais il existe des passages, notamment de part et d'autre des portails) et au nord de la zone Est. Le nord de la zone Ouest n'a pas été visité. L'exploitant doit mettre en place des clôtures ou les réparer pour interdire l'accès à toute zone dangereuse. Une végétation suffisamment dense peut permettre de jouer le rôle de clôture naturelle. Observations : L'exploitant a satisfait aux constats réalisés lors de l'inspection de 2022. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/10/2022 peut donc être levé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Interdiction d'accès (suite inspection 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 4.1.5
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : En dehors des heures ouvrées, les accès sont interdits, sauf exceptionnellement aux personnes autorisées par l'exploitant. Dans ce cas, l'exploitant définit et prend les mesures ad'hoc nécessaires pour assurer la préservation de l'environnement et la sécurité (des personnes, biens, etc.). Si ces barrières constituent également l'accès aux activités de tiers, la convention prévue à l'article 2.1.3 du présent arrêté peut permettre leur ouverture en dehors des heures d'exploitation, dans des conditions qu'elle précise.
Constats : <u>Constat du 13/09/2022 :</u>

Lors de la visite, il a été constaté une absence de clôture entre le périmètre autorisé et l'accès à un champ voisin. Des traces au sol montrent que l'accès au champ se fait depuis la sablière. L'exploitant a indiqué qu'il autorisait l'accès au propriétaire du champ en dehors des horaires d'ouverture. Cependant, aucune convention n'a été établie pour encadrer notamment les conditions de sécurité comme prévu par l'article 2.1.3.

Par courrier du 10/10/2022, l'exploitant a transmis la convention signée avec le représentant du GAEC utilisant le champ.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Efficacité du séparateur d'hydrocarbures (suite inspection 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années.

Constats :

Constat du 13/09/2022 :

L'exploitant indique que le suivi du bon fonctionnement du séparateur d'hydrocarbures est réalisé par la réalisation d'une mesure d'hydrocarbures au rejet du séparateur. Il indique que le dernier prélèvement a été réalisé la veille de la visite d'inspection.

Constat du 26/09/2023 :

Le prélèvement réalisé en 2022 correspondait aux mesures d'eau prévues dans l'arrêté préfectoral qui ne prévoit pas de mesure au niveau du rejet du séparateur d'hydrocarbures. Cependant, les rejets du séparateur d'hydrocarbures sont dirigés au niveau d'un fossé en limite de site. Par ailleurs, le bon fonctionnement du séparateur doit être périodiquement contrôlé. **L'exploitant doit donc réaliser des mesures annuelles en sortie du séparateur, à distance de son nettoyage et en période pluvieuse pour garantir l'existence d'un rejet. Cette mesure annuelle doit porter sur les paramètres hydrocarbures et MES.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Kits anti-pollution (suite inspection 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-II

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose sur le site, de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures et notamment de produit absorbant en sacs transportables. Des kits d'intervention d'urgence, sont présents dans tous les engins et dans l'atelier.

Constats :

Constat du 13/09/2022 :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de produits absorbants en sacs à l'atelier. Cependant, l'exploitant a indiqué que les engins n'étaient pas équipés de kits d'intervention d'urgence.

Par courriel du 14/04/2023, l'exploitant a indiqué que des kits d'intervention d'urgence anti-pollution ont été placés à bord des engins.

<u>Constat du 26/09/2023 :</u> La présence de kits anti-pollution a été constatée dans deux engins
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Stockage de produits dangereux (suite inspection 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-III
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger correspondants.
Constats : <u>Constat du 13/09/2022 :</u> Les produits dangereux sont stockés à l'atelier dont le sol est constitué d'une dalle béton. Les fûts et réservoirs présents à l'atelier portaient le nom des produits et les symboles de dangers, à l'exception de deux fûts presque vides. L'exploitant a indiqué que ces fûts allaient être remplacés par des fûts d'une autre marque qui étaient déjà présents à l'atelier et portaient les informations demandées. Sur la petite rétention, un bidon ne portait pas d'étiquetage. Par ailleurs, plusieurs bidons de liquides étaient stockés sur une étagère et certains d'entre eux ne portaient pas d'étiquetage. Par courrier du 10/10/2022, l'exploitant a indiqué que le bidon placée sur la petite rétention avait été étiqueté. Les bidons stockés sur l'étagère ont été triés et ceux inutiles envoyés en déchetterie. <u>Constat du 26/09/2023 :</u> Il a été constaté que la plupart des fûts et réservoirs étaient étiquetés, à l'exception de quelques bidons. L'étiquetage de l'ensemble des récipients doit être maintenu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°11 : Rétentions (suite inspection 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.5-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100% de la capacité du plus grand réservoir, • 50% de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres. Les cuvettes de rétention sont correctement entretenues et s'il y a lieu débarrassées des eaux météoriques et autres éléments pouvant les encombrer. Elles ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou vers le milieu naturel récepteur, même via un deshuileur ou séparateur d'hydrocarbures. Les fonds des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés.

L'environnement des cuvettes de rétention ne doit pas être susceptible de faciliter la propagation d'un incendie depuis ou vers celles-ci.

Au plus, 20 litres d'huiles neuves, 20 litres d'huiles usagées et 2 000 litres de carburants (2 cuves de 1 000 litres) sont stockés dans l'atelier.

Constats :

Constat du 13/09/2022 :

A l'atelier, il a été constaté que :

- une cuve de gazole de 2500 litres et une cuve d'AD-Blue de 1000 litres étaient placés sur une rétention,
- une cuve d'huiles usagées de 2000 litres et 6 fûts de 220 litres étaient placés sur deux rétentions, la cuve d'huiles usagées étant placée à cheval sur les deux rétentions,
- des bidons de plus petite contenance étaient placés sur une rétention dont un bidon à cheval avec la rétention voisine,
- la présence de bidons sur une étagère, hors rétention. Ces bidons n'étaient pas tous étiquetés. Un bidon était étiqueté nocif.

La capacité des produits stockés dépasse la capacité indiquée dans l'arrêté préfectoral.

Il était demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le volume des rétentions afin de vérifier que le volume de chaque rétention est suffisant par rapport aux produits qui y sont placés.

L'exploitant devait également placer les cuves, fûts, bidons intégralement sur une rétention et non pas à cheval sur deux rétentions. Tous les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols doivent être placés sur rétention.

Concernant les quantités des produits indiqués dans l'arrêté, l'exploitant est invité à respecter ces quantités ou transmettre au préfet un porter à connaissance précisant les quantités maximales susceptibles d'être stockées sur le site.

Par courrier du 10/10/2022, l'exploitant a indiqué que le site est équipé de 3 rétentions de 1000 litres chacune. Il précise les quantités maximales stockées sur les rétentions :

- 2 500 L de gazole non routier dans une cuve double paroi,
- 1 bidon de 20 L de Super sans plomb,
- 1 000 L d'AD Blue en cubitainer,
- 200 L d'huile moteur 15W40 en fût acier,
- 200 L d'huile hydraulique 46 en fût acier,
- 200 L d'huile hydraulique 150 en fût acier,
- 200 L de liquide de refroidissement en fût acier ou plastique,
- cuve d'huiles usagées de 2 500 L.

Constat du 26/09/2023 :

Aucun porter à connaissance n'a été réalisé.

Lors de la visite, il a été constaté :

- la présence d'une cuve GNR de 2500 litres double peau sans alarme d'intégrité de la double peau, placée sur une rétention d'un volume de 1000 litres. La cuve de GNR n'étant pas équipée d'un dispositif permettant de s'assurer de l'étanchéité du réservoir principal, **cette cuve doit être placée sur une rétention de taille adaptée** (au moins 2500 litres correspondant à 100 % de la capacité du plus grand réservoir),
- la présence d'une cuve à huiles usagées de 2500 litres placée sur une rétention de 1000 litres. Cette rétention n'est pas suffisamment dimensionnée pour accueillir une cuve de 2500 litres. **Une rétention de 2500 litres doit être prévue ou la cuve d'huiles usagées doit être remplacée par un récipient d'un volume inférieur à 1000 litres,**
- la présence de 4 fûts de 200 litres, un GRV d'Adblue de 1000 litres et quelques bidons sur une rétention de 1000 litres : cette rétention n'appelle pas de commentaire,
- la présence d'une rétention de 200 litres sur laquelle ont notamment été placés lors de l'inspection des bidons qui étaient placés sur une étagère, hors rétention.

L'ensemble des produits susceptible de créer une pollution des sols ou des eaux doit être placé sur une rétention adaptée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°12 : Suivi des eaux superficielles (suite inspection 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.2.10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue en période de basses eaux et en période de hautes eaux, une mesure du niveau d'eau dans les plans d'eau listés à l'article 6.2.9.1 excepté dans les Ruisseaux. Les niveaux d'eau mesurés sont exprimés en m NGF. L'exploitant réalise, dès la notification du présent arrêté, une analyse initiale portant au moins sur les paramètres annuels et supplémentaires quinquennaux prévus à l'article 6.2.9.2 au niveau des eaux présentes dans les ouvrages listés à l'article 6.2.9.1.
Constats : <u>Constat du 13/09/2022 :</u> Le rapport de suivi environnemental pour les eaux superficielles du 30/06/2022 (CBTP Laboratoire) présente les résultats des analyses réalisées dans les plans d'eau, le ruisseau du Croissel amont et aval et l'affluent rive gauche amont et aval (prélèvements du 24/05/2022). Les paramètres analysés sont les paramètres à suivre à une fréquence annuelle ainsi que les paramètres supplémentaires quinquennaux. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de suivi semestriel du niveau des plans d'eau. Par courrier du 10/10/2022, l'exploitant a indiqué qu'une échelle serait installée pour mesurer semestriellement le niveau des plans d'eau. <u>Constat du 26/09/2023 :</u> Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la mise en place d'une échelle avait été abandonnée. Il est prévu que le suivi semestriel du niveau des plans d'eau soit réalisé par le géomètre. Il a été constaté que le premier passage a été réalisé en août 2023 : le niveau des plans d'eau figure sur le plan d'exploitation.
Observations : L'exploitant doit mettre en place une traçabilité du relevé réalisé entre les relevés liés à la mise à jour annuelle du plan d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°13 : Plan de surveillance des émissions de poussières (suite inspection 2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance satisfait aux dispositions de l'article 6.4.3.2 du présent arrêté.
Constats : <u>Constat du 13/09/2022 :</u> Le document transmis préalablement à la visite ne répondait pas au contenu demandé du plan de surveillance. Par courrier électronique du 14/04/2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de surveillance.

<p><u>Constat du 26/09/2023 :</u></p> <p>La nouvelle version du plan de surveillance ne prévoit pas de point de mesure au niveau du lieu-dit le Pré Neuf. Ce lieu-dit est situé à moins de 500 m à l'est, sous les vents dominants d'ouest de la plate-forme technique qui est a priori la zone principale d'émissions de poussières sur le site. Le lieu-dit le Pré Neuf doit être ajouté aux points faisant l'objet d'une surveillance. Par ailleurs, le point témoin semble être localisé au niveau d'une ferme dont les zones de circulations sont minéralisées et donc susceptibles d'envols. L'exploitant doit justifier l'utilisation de l'emplacement du point témoin ou le remplacer par un emplacement non exposé à des émissions de poussières.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N°14 : Mesure des retombées de poussières (suite inspection 2022)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.4.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une première campagne de mesures effectuée dans les 6 mois suivants la notification de début d'exploitation prévue à l'article 4.1.6, permet d'évaluer l'état actuel initial des retombées des poussières en limite du site dans le cadre de la présente autorisation d'exploiter.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 13/09/2022 :</u></p> <p>La première campagne de mesure des retombées de poussières était en cours.</p> <p><u>Constat du 26/09/2023 :</u></p> <p>Les rapports de mesures des 5 dernières campagnes ont été consultées (3 premiers trimestres 2023 et deux derniers trimestres 2022 – CBTP Laboratoire)</p>
<p>Observations : Compte tenu de la direction des vents, les résultats observés ne sont pas conclusifs (les points de mesure ne se trouvent pas sous l'influence de la carrière).</p> <p>Il y a donc nécessité d'ajouter un ou des points de mesures localisés sous les vents dominants des zones d'émissions de poussières (notamment au lieu-dit Le Pré Neuf) - voir point de contrôle précédent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N°15 : Déchets de ferrailles (suite inspection 2022)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 6.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 13/09/2022 :</u></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté, à proximité de la piste d'accès à la zone en cours d'exploitation, la présence d'anciens équipements métalliques qui n'ont plus d'utilité sur le site.</p> <p>Par courrier du 10/10/2022, l'exploitant a indiqué que les plaques métalliques n'ayant plus d'utilité sur le site, elles seraient évacuées.</p> <p><u>Constat du 26/09/2023 :</u></p> <p>Il a été constaté que les déchets de ferrailles situées le long de la piste avaient été évacuées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Proposition de suites : Sans objet

N°16 : Bande de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 5.1.1.1
--

Thème(s) : Autre, Distances limites
--

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Constats :

Au nord du bassin d'exploitation de la zone Est, il a été constaté que l'exploitant a creusé un décroché dans la berge, cette zone étant reliée, par un fossé creusé en limite nord du site, à un point bas permettant le pompage d'eau d'appoint pour l'installation de lavage. Cet aménagement a été réalisé sur la bande de protection de 10 mètres ce qui a pour effet d'amener le bord de l'excavation en limite de site.

L'exploitant doit remettre en place les matériaux prélevés et laissés à proximité pour reconstituer la berge du bassin. Le fossé doit également être rebouché.

Par ailleurs, la mesure sur plan a permis de vérifier que la distance entre le bord du bassin et le périmètre autorisé est légèrement inférieure à 10 m sur une distance d'environ 100 m (au nord, à l'ouest du décroché évoqué ci-dessus). Cette zone n'étant plus être exploitée depuis plusieurs années, l'exploitant doit indiquer si la berge a été remise en état et apporter des éléments permettant de justifier la stabilité des terrains. Dans ce cas, il pourrait être accepté de laisser la berge en l'état.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet
